

**Comité exécutif du  
Programme du Haut-Commissaire**

1<sup>er</sup> mars 2022  
Français  
Original : anglais et français

**Comité permanent  
Quatre-vingt-troisième réunion**

---

**Actualisation des opérations du HCR dans les  
Amériques****A. Analyse de la situation**

La région des Amériques abrite actuellement plus de 18,4 millions de réfugiés, de demandeurs d'asile, de déplacés internes et d'apatrides, soit quelque 20 % des personnes relevant de la compétence du HCR dans le monde entier. Au cours des deux dernières années, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des effets disproportionnés sur les réfugiés et les migrants se trouvant dans des communautés d'accueil, notamment la perte de moyens d'existence et l'augmentation des expulsions, du recours à des mécanismes d'adaptation négatifs, de la discrimination et de la xénophobie. Cette situation a exacerbé les obstacles préexistants à l'exercice des droits de l'homme fondamentaux et à l'autonomie. Encore aggravés par l'accès limité à la régularisation et à l'obtention de documents dans certains pays, ces effets ont contribué au déclenchement de mouvements secondaires de personnes en quête de protection et/ou de meilleures perspectives en d'autres lieux. Les risques de protection accrus le long de ces routes sont notamment l'exposition à la violence basée sur le genre et à d'autres menaces à la sécurité physique, ainsi qu'à d'autres risques inhérents à la traite des personnes et au trafic illicite de migrants. De nombreux pays de la région ont officiellement inclus les personnes relevant de la compétence du HCR dans leur programme de vaccination national, certains, comme le Brésil, l'Équateur et le Pérou, atteignant des taux de vaccination élevés.

*Situation au Venezuela (République bolivarienne du)*

Fin 2021, le nombre de réfugiés et de migrants de la République bolivarienne du Venezuela dépassait 6 millions de personnes dans le monde entier. Près de 83 % sont accueillis en Amérique latine et dans les Caraïbes. Plus de 186 000 ont été reconnus en tant que réfugiés et plus de 952 000 ont déposé une demande d'asile. Dans la région, 2,6 millions de personnes supplémentaires ont reçu une forme de permis de résidence ou de permis de séjour régulier.

Au Venezuela (République bolivarienne du), le HCR a continué à soutenir la mise en œuvre du Plan de réponse humanitaire et a dirigé le groupe sectoriel de la protection, ainsi que le groupe sectoriel des abris, de l'énergie et des articles non alimentaires. Au cours de l'année 2021, plus de 1,9 million de personnes, dont des membres des communautés d'accueil, des personnes déplacées ou risquant de l'être et des personnes rentrées spontanément, ont été directement ou indirectement assistées dans 71 communautés considérées comme prioritaires, en particulier dans les zones frontalières. Le HCR a également fourni une assistance technique sur la gestion des abris et la coordination, et a intensifié son aide dans les zones d'accueil, les abris temporaires et les établissements de santé publics afin d'accroître les capacités, tout en soutenant les mesures de santé publique.

Le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la République dominicaine ont mis en place différents processus de régularisation pour les Vénézuéliens, visant à leur délivrer des documents et à améliorer leur accès aux droits. En 2021, plus de 500 000 demandeurs vénézuéliens ont obtenu une forme de droit de séjour régulier et plus de 3 millions de réfugiés et de migrants pourraient potentiellement bénéficier de la régularisation. La Colombie a enregistré plus de 1,8 million de personnes ayant demandé un statut de

protection temporaire. Quelque 1,2 million d'entre elles ont achevé leur enregistrement biométrique et plus de 300 000 ont vu leur demande approuvée et ont reçu leurs documents.

Dans le contexte du Plan régional de réponse pour les réfugiés et les migrants (RMRP), les actions collectives interorganisations ont permis de fournir une assistance et un soutien à 3,3 millions de personnes dans 17 pays. Placé sous la direction conjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et du HCR au sein de la plateforme régionale de coordination interorganisations (R4V), le RMRP 2022 compte à présent 192 organisations, dont 23 sont dirigés par des membres de la diaspora, et visera à toucher 3,82 millions de réfugiés et de migrants, ainsi que des membres des communautés d'accueil.

Le Processus de Quito reste le forum central de la coordination intergouvernementale entre les pays d'accueil. Outre les 13 gouvernements participants, 34 acteurs y prennent part, dont les organismes des Nations Unies, les États coopérants et les institutions financières internationales qui soutiennent le Groupe des amis du Processus de Quito.

#### *Situation en Colombie*

Malgré les efforts du Gouvernement de la Colombie pour lutter contre la violence armée, le registre national des victimes a enregistré plus de 130 000 personnes nouvellement déplacées en Colombie en 2021 et 21 000 personnes supplémentaires ont été contraintes de rester dans leur communauté. Les minorités ethniques ont été touchées de manière disproportionnée, et les communautés afro-colombiennes et autochtones ont représenté ensemble 41 % des personnes déplacées et 99 % des personnes confinées. Les nouveaux déplacements, le confinement, la violence et le contrôle par des groupes armés illégaux, alliés à la pandémie, ont constitué des obstacles supplémentaires à la promotion de solutions pour les déplacés internes et à l'amélioration de l'accès humanitaire. Les affrontements entre groupes armés illégaux se sont poursuivis en 2022 et ont touché les communautés des deux côtés de la frontière entre la Colombie et le Venezuela (République bolivarienne du).

Le HCR et ses partenaires complètent la réponse institutionnelle de la Colombie aux populations touchées par le conflit en renforçant la capacité de l'État aux niveaux local et national afin de prévenir les déplacements, de fournir une protection et de soutenir les solutions durables. L'Organisation assure le caractère central de la protection dans les plateformes de coordination interorganisations, le suivi de la protection, le plaidoyer et les activités de proximité en direction des communautés vulnérables dans les régions particulièrement touchées par le conflit. L'unité chargée des victimes et le HCR ont commencé à élaborer des critères et des indicateurs – sur la base des recommandations du Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux déplacés internes instauré par le Bureau de la Commission de statistique des Nations Unies – afin d'améliorer les données sur les niveaux de vulnérabilité parmi les déplacés internes et sur les liens possibles avec les solutions durables. En 2022, certaines des priorités majeures se concentreront sur les zones géographiques de la réponse opérationnelle – par exemple celles qui connaissent des situations d'urgence récurrentes – et sur les réponses thématiques, comme la prévention du recrutement forcé ou de l'exploitation des enfants, l'aide aux abris d'urgence et le renforcement de la coordination et des capacités des institutions locales (par exemple, le bureau local du médiateur).

#### *Situation dans le nord de l'Amérique centrale*

En 2021, un nombre croissant de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer en El Salvador, au Guatemala et au Honduras. On compte à présent près de 600 000 demandeurs d'asile et réfugiés de ces pays, principalement aux États-Unis d'Amérique, au Costa Rica et au Mexique. On estime qu'environ 320 000 personnes sont déplacées à l'intérieur en El Salvador et au Honduras, bien que leur nombre véritable puisse être supérieur. Cette tendance devrait se poursuivre en 2022.

Les causes profondes du déplacement sont multiples et interdépendantes : violence généralisée, contrôle du territoire par des organisations et des gangs criminels, fragilité des institutions, effets du changement climatique et inégalités profondément enracinées, qui

toutes sont aggravés par les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19.

Les capacités d'asile renforcées des États ont permis de traiter plus de demandes d'asile et de fournir une autre forme de protection aux personnes qui en avaient besoin. Le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés en Amérique centrale et au Mexique est passé d'environ 33 000 en 2015 à plus de 296 000 au milieu de l'année 2021. Le pays est devenu le troisième plus grand pays de dépôt de demandes d'asile au monde, avec plus de 130 000 nouvelles demandes en 2021. De même, les États d'Amérique centrale, tout en restant principalement des pays de transit, abritent de plus en plus de personnes en quête de protection.

La réintégration réussie des personnes de retour nécessite un accès à une protection véritable, aux services essentiels, à une assistance et à des moyens d'existence. Dans ce contexte, les investissements socio-économiques, le renforcement de l'État de droit et l'accès à la justice et aux mécanismes de protection fondés sur la communauté sont d'une importance cruciale pour prévenir les déplacements futurs et les mouvements secondaires.

En coordination avec ses partenaires, le HCR soutient un large éventail de services humanitaires et de protection multisectoriels au titre des plans de réponse humanitaire en El Salvador, au Guatemala et au Honduras. En outre, dans le cadre du Plan de développement global pour El Salvador, le Guatemala et le Honduras, ainsi que le sud et le sud-est du Mexique, un vaste ensemble de projets prioritaires a été constitué pour soutenir les investissements de développement dans le renforcement de la capacité de réponse des institutions nationales et l'inclusion effective des personnes déplacées.

Le HCR travaille avec de multiples parties prenantes, notamment les autorités nationales et départementales ou des États, les parlements et les gouvernements locaux pour promouvoir des cadres institutionnels et des politiques sur la prévention du déplacement interne et la protection des déplacés internes. Les initiatives menées dans des pays clés, à savoir El Salvador, le Honduras et le Mexique, comprennent notamment l'adoption et/ou la mise en œuvre d'une législation et de politiques sur les déplacés internes, ainsi que d'une protection et de programmes d'assistance en leur faveur, comme un cadre visant à protéger les droits au logement, à la terre et aux biens, ainsi que la restitution des biens physiques et communautaires. En outre, une aide est fournie aux autorités nationales afin qu'elles se dotent de statistiques et d'informations nationales sur les déplacés internes, conformément aux recommandations internationales sur les statistiques relatives aux déplacés internes. En El Salvador, le HCR et le gouvernement mettront à jour l'établissement du profil de la population déplacée, qui servira de base aux stratégies et aux interventions futures en faveur des personnes déplacées par la violence.

Le HCR a étendu ses actions de protection basée sur la communauté dans les communautés qui accueillent des populations de déplacés internes ou des personnes fortement exposées à un risque de déplacement. En collaboration avec les organisations locales, l'Organisation soutient les interventions visant à atténuer les risques et à renforcer les réseaux de protection par la réhabilitation des zones communales et les programmes qui favorisent l'organisation de la communauté et développent des alternatives en faveur des groupes exposés à un risque élevé.

Dans le contexte du Cadre d'action global régional de protection et de solutions (MIRPS), le HCR, avec l'Organisation des États américains (OEA), soutient la réponse collective mise en œuvre au Belize, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Mexique et au Panama pour assurer l'apport d'une protection et de solutions à quelque 916 000 personnes déplacées dans la sous-région. Ces sept États ont adopté des engagements politiques dans leur plan d'action national dans les domaines de l'asile, de la protection, de la protection sociale, de l'éducation, de la santé et des moyens d'existence pour les personnes déplacées de force ou qui risquent de l'être dans la région.

Dans le cadre de la quatrième réunion annuelle du MIRPS, le Gouvernement du Honduras a assuré la présidence temporaire pour 2022. En décembre 2021, les États du MIRPS ont renouvelé leur volonté politique de soutenir ce dispositif par la déclaration d'Antigua Guatemala. La plateforme d'appui au MIRPS a également été lancée lors du premier Forum mondial sur les réfugiés, en décembre 2019. L'une des priorités majeures du

mandat du Canada en tant que président de la plateforme d'appui est de promouvoir l'autonomisation et la protection des femmes et des filles, notamment par une coopération internationale accrue et ciblée, avec une série d'événements de haut niveau et d'ateliers thématiques sur des problématiques essentielles mises en évidence dans le cadre des plans d'action nationaux du MIRPS.

#### *Situation au Nicaragua*

La situation politique au Nicaragua a conduit à des exodes de population prolongés, principalement vers les États-Unis d'Amérique, le Costa Rica, le Honduras et le Panama. Alors que le taux mensuel des demandes d'asile pré-enregistrement au Costa Rica était d'environ 4000 personnes de janvier à mai 2021, il est passé à 11 700 personnes en moyenne par mois d'août à décembre 2021, portant à 137 000 le nombre total de demandeurs d'asile nicaraguayens au Costa Rica.

Le HCR aide les pays à répondre aux besoins accrus des Nicaraguayens qui sollicitent la protection internationale, notamment en promouvant l'accès aux systèmes d'asile, à des dispositifs de séjour régulier et à des documents, ainsi que l'inclusion dans les dispositifs de protection sociale, et par la fourniture d'abris, d'une assistance en espèces ou d'une sécurité sociale dans le cadre du MIRPS.

## **B. Progrès et défis pour atteindre les priorités stratégiques globales**

#### *Mise en œuvre opérationnelle du Pacte mondial sur les réfugiés*

Des progrès ont été accomplis en 2021 dans la mise en œuvre des engagements pris par les États pour la région lors du Forum mondial sur les réfugiés et du Segment de haut niveau sur l'apatridie. Des actualisations de quelque 240 engagements relatifs à la région ont été présentées lors de la Réunion de hauts responsables qui s'est tenue en décembre 2021. En novembre 2021, le HCR a publié le deuxième rapport intérimaire triennal sur la mise en œuvre du plan d'action du Brésil (2018-2020). Le rapport réaffirme la validité de la feuille de route régionale pour la protection et les solutions et souligne les synergies qui en résulteront grâce aux mécanismes de coordination régionaux ultérieurs et aux accords conclus entre les États sur les domaines prioritaires pour les trois prochaines années visant à renforcer la coopération et l'assistance humanitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes.

#### *Accès à la protection et renforcement des capacités d'asile*

Le HCR se félicite des efforts déployés par les États pour continuer à fournir l'accès à la protection malgré les problèmes de santé publique actuels. Sur un total de 707 000 nouvelles demandes d'asile déposées entre janvier et juin 2021 dans le monde entier, environ 194 000 ont été présentées dans les Amériques, principalement aux États-Unis d'Amérique (environ 84 000), au Mexique (51 000), au Canada (15 000), au Costa Rica (14 000) et en Colombie (11 000). Les principaux pays d'origine dans les Amériques étaient le Venezuela (République bolivarienne du) (36 000 demandes d'asile), le Honduras (33 000), Haïti (15 000), le Guatemala (14 000) et le Nicaragua (14 000).

Les États ont continué à mettre en œuvre des dispositifs temporaires d'entrée et de séjour légaux et des programmes de régularisation pour les ressortissants haïtiens et vénézuéliens. Fin 2021, plus de 800 000 demandes avaient été soumises au Chili en vue d'un processus de régularisation de la migration. De même, fin 2021, le Brésil a annoncé qu'il accorderait des visas humanitaires aux Haïtiens qui avaient quitté leur pays à cause du tremblement de terre d'août 2021. Le Mexique a également accordé le droit de résidence temporaire pour des raisons humanitaires aux ressortissants haïtiens et a proposé leur relocalisation afin de décongestionner les points d'entrée.

#### *Enregistrement*

L'enregistrement par les gouvernements s'est poursuivi à distance dans toute la région tandis que l'enregistrement en personne a repris dans quelques pays. Le HCR a continué à

fournir un appui technique aux gouvernements afin qu'ils assurent l'accès à l'asile dans la région alors que les frontières rouvraient progressivement après la levée de certaines mesures de prévention contre la COVID-19. L'Argentine, l'Équateur, El Salvador, le Mexique, le Paraguay et l'Uruguay ont mis au point des systèmes d'enregistrement et d'entretiens d'éligibilité à distance. Au Panama, les entretiens en présence physique ont repris et les brigades de proximité pour la réception des demandes d'asile et le renouvellement des documents ont été rétablies au Venezuela (République bolivarienne du). Le Chili, la Colombie et le Costa Rica ont aussi étendu la validité des documents personnels et des permis de travail aux demandeurs d'asile grâce à des systèmes en ligne. Le déploiement de la base de données sur l'enregistrement et du système de gestion des dossiers, ainsi que la délivrance de documents individuels au Venezuela (République bolivarienne du) et dans d'autres pays ont élargi l'accès au système d'asile, conduisant à une augmentation du nombre de reconnaissances. Des mouvements transfrontaliers d'ampleur, en majorité de Cubains, de Haïtiens et de Vénézuéliens, ont continué d'être signalés, faisant peser une pression supplémentaire sur les systèmes d'asile, principalement en Amérique centrale et au Mexique. En 2021, le HCR et ses partenaires ont enregistré 766 000 personnes relevant de la compétence de l'Organisation dans la région. Le HCR a continué à aider les gouvernements à procéder à la numérisation des systèmes d'asile nationaux, qui sera un domaine prioritaire pour 2022.

#### *Abris et zones d'installation*

Le HCR travaille avec la société civile afin de soutenir l'accès à des abris collectifs temporaires par des travaux d'infrastructure et le renforcement des capacités de gestion des abris en vue de constituer un réseau régional d'hébergement d'urgence. L'accès à des abris individuels par des programmes de location a été renforcé, et la priorité a été accordée aux interventions portant sur les zones d'installation et les infrastructures communautaires dans les communautés d'accueil. Un total de 425 projets d'abris et de zones d'installation ont été mis en œuvre, essentiellement au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Honduras et au Venezuela (République bolivarienne du).

#### *Violence basée sur le genre et protection de l'enfant*

Le HCR et ses partenaires ont intensifié le plaidoyer afin de renforcer les systèmes nationaux de protection de l'enfant au niveau régional et des pays. Les 11 États membres de la Conférence régionale sur la migration ont adopté le guide opérationnel sur l'intérêt supérieur de l'enfant dans le contexte de la mobilité humaine, engagement interorganisations élaboré par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'OIM et le HCR. Ce guide vise à améliorer la capacité opérationnelle de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant des principaux acteurs, en appliquant les normes nationales, régionales et internationales. Au Chili, la Cour suprême a également adopté un protocole visant à renforcer la protection des enfants migrants ou réfugiés non accompagnés ou séparés. Le HCR et son partenaire HIAS effectuent une évaluation régionale de la violence basée sur le genre au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Pérou et au Venezuela (République bolivarienne du), le rapport final étant attendu au cours du deuxième trimestre 2022. Dans le cadre de la campagne internationale « 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre » et en lien avec la campagne du Secrétaire général des Nations Unies « Tous UNiS pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes d'ici à 2030 », la campagne régionale menée par le HCR sur les réseaux sociaux a touché plus de 50 000 personnes.

Fin 2021, plus de 200 évaluations participatives avaient été menées à la fois en personne et sous forme virtuelle. En Équateur, en collaboration avec le réseau latino-américain des organisations non gouvernementales de personnes handicapées et de leurs familles, un programme de formation sur la réponse inclusive pour les personnes handicapées a été élaboré pour les organisations nationales et les partenaires. Au Brésil, en coordination avec les institutions gouvernementales, un guide communautaire pour les réfugiés et les migrants autochtones a été préparé pour fournir un cadre de prise en charge et de participation des communautés autochtones. Le réseau de 206 espaces de soutien de la plateforme R4V a permis d'avoir accès à des informations et à des services élémentaires, notamment à

l'identification en toute sécurité et à l'orientation des personnes ayant des besoins spécifiques.

#### *Parvenir à des solutions durables*

Les efforts se sont poursuivis pour étendre les programmes de réinstallation à la fois comme outil stratégique pour obtenir la protection et des solutions durables pour les personnes exposées à un risque élevé, et comme mécanisme concret de partage des responsabilités pour aider les pays d'accueil et alléger la pression qui pèse sur eux. Grâce à des capacités accrues d'identification en vue de la réinstallation et de traitement des dossiers, les cas de 4500 personnes avaient été soumis pour la réinstallation fin 2021, soit une augmentation de 130 % par rapport aux années précédentes. Les voies d'admission complémentaires dans des pays tiers restent une priorité stratégique. À la suite de l'annonce faite par le Canada relative à l'extension de son programme de mobilité de la main-d'œuvre aux réfugiés vénézuéliens, le HCR a organisé un atelier dans la région afin d'explorer sa mise en œuvre en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Pérou. Dans le cadre du Processus de Quito, le HCR et l'OIM ont effectué une étude sur le regroupement familial dans la région. Face à la situation qui règne dans le nord de l'Amérique centrale, le HCR aide des États-Unis d'Amérique à étendre l'admission aux ressortissants d'Amérique centrale sur la base du regroupement familial par l'identification, l'orientation et le soutien des bénéficiaires potentiels. Le Chili a incorporé un programme de regroupement familial dans sa nouvelle réglementation relative à l'immigration et a autorisé la délivrance d'un sauf-conduit pour les Vénézuéliens dépourvus de documents qui remplissaient les conditions requises pour le regroupement familial ou d'autres situations humanitaires exceptionnelles. L'Uruguay a fait état de progrès en matière de regroupement familial malgré les problèmes liés à la pandémie de COVID-19. Le Brésil a également annoncé la mise en œuvre d'un programme de visa humanitaire pour les Afghans.

Fin 2021, près de 16 000 réfugiés avaient été réinstallés au Mexique. La plupart se sont bien intégrés à leur communauté d'accueil. Les réfugiés fournissent une contribution d'environ 5 millions de dollars E.-U. à l'économie mexicaine sous forme de taxes et d'impôts.

#### *Éducation*

Le HCR a continué à soutenir l'accès aux possibilités éducatives et aux systèmes éducatifs nationaux. Dans le cadre de sa stratégie communautaire, le Honduras a renforcé les écoles dans les communautés à haut risque victimes de la violence. Au Brésil, le projet « citoyens du monde » promeut l'accès effectif à l'éducation pour 600 enfants réfugiés. Le Panama a mené des campagnes de sensibilisation pour plaider en faveur de l'égalité et de l'inclusion des étudiants relevant de la compétence du HCR, ainsi que des campagnes de lutte contre le harcèlement dans les écoles, avec la participation des élèves, des parents et des enseignants. Au niveau régional, le HCR a posé des jalons pour élaborer une stratégie d'éducation régionale en 2022. En Colombie, le projet de pédagogie et de protection pour les enfants réfugiés et migrants avec une approche mixte, visant à adapter le cadre institutionnel afin de garantir le droit des enfants et des adolescents à l'éducation, a été mis en œuvre dans 8 villes et a bénéficié à près de 8500 enfants et adolescents réfugiés et migrants vénézuéliens.

#### *Assurer l'apport d'une protection et de solutions pour les déplacés internes*

En 2022, le HCR continuera à mettre en œuvre sa politique d'engagement dans les situations de déplacement interne, qui structure la réponse en faveur des plus de 8 millions de déplacés internes en Colombie, au Mexique et dans les pays du nord de l'Amérique centrale. Le HCR travaille en collaboration étroite avec les autorités nationales, les entités régionales, les acteurs du développement, la société civile et les organisations locales afin de soutenir l'élaboration d'une législation et de politiques nationales et de renforcer les capacités. L'Organisation anime aussi des initiatives fondées sur la communauté visant à prévenir le déplacement et à protéger les personnes exposées à un risque élevé, comme les enfants, les jeunes, les femmes et les filles, et les chefs de communauté, ainsi que des actions destinées à améliorer la gestion des informations. Les efforts visant à faciliter la

mise en œuvre des recommandations internationales portant sur les statistiques relatives aux déplacés internes sont en cours, en coordination avec les autorités nationales des pays concernés, pour améliorer la gestion des informations afin de renforcer l'apport d'une protection et de solutions pour les déplacés internes.

En Colombie, le HCR a fourni des informations et une assistance juridique à plus de 80 000 personnes en 2021, en coordination avec le Ministère public du registre civil. En 2022, la priorité sera donnée à la collaboration avec le Ministère public afin de soutenir les « maisons des droits » (*casas de derechos*) et des missions conjointes menées avec le Ministère de l'intérieur dans les zones rurales et difficiles d'accès assureront des services juridiques et mobiliseront la présence civile de l'État dans les zones à forte concentration de déplacés internes ou de personnes exposées à un risque élevé de déplacement. Le HCR poursuivra aussi son travail visant à créer des environnements protecteurs, notamment par l'éducation et d'autres mesures qui atténuent les risques de recrutement des enfants dans des groupes armés. En outre, le HCR a soutenu la légalisation de 22 zones d'installation urbaines informelles en faveur de plus de 55 000 personnes depuis 2014. En 2022, l'Organisation prévoit d'aider les communautés à légaliser 23 zones d'installation informelles dans 14 municipalités, ce qui permettra la régularisation des personnes, l'officialisation et/ou la restitution des titres fonciers, ainsi qu'un accès effectif au logement.

### *Éradication de l'apatridie*

Le HCR a continué à soutenir les efforts visant à prévenir et à éradiquer l'apatridie dans la région, et des progrès notables ont été accomplis aux États-Unis d'Amérique, au Brésil, au Chili, en Colombie et en Équateur. Mi-janvier 2022, grâce à une mesure juridique intitulée « Les enfants en premier » (*Primero la niñez*) du Gouvernement de la Colombie, plus de 70 000 enfants nés en Colombie de parents vénézuéliens ont reçu la nationalité colombienne. La Cour constitutionnelle de l'Équateur a statué en faveur du droit des mères adolescentes migrantes d'enregistrer la naissance de leurs enfants indépendamment de la présence ou non d'un représentant légal. À la Réunion de hauts responsables qui s'est tenue en décembre 2021, les États-Unis d'Amérique se sont engagés à adopter une définition de l'apatridie et à établir une procédure de détermination de l'apatridie. Au Chili, le HCR et l'UNICEF ont présenté un ensemble de recommandations à la convention constitutionnelle sur le droit à une nationalité et la prévention et la résolution de l'apatridie à l'appui de la réforme constitutionnelle en cours.

Le HCR a continué à renforcer son partenariat stratégique avec le Programme d'identité civile universelle de l'Organisation des États américains (OEA) et a participé à l'assemblée annuelle du Conseil d'Amérique latine et des Caraïbes pour l'enregistrement des faits d'état civil, l'identité et les statistiques de l'état civil (CLARCIEV). La réunion s'est concentrée sur le droit à une identité, sur les bonnes pratiques et sur le suivi de la mise en œuvre des engagements pris par le CLARCIEV lors du Forum mondial sur les réfugiés. Le HCR, le CLARCIEV et le Programme d'identité civile universelle dans les Amériques ont publié la version anglaise de l'étude régionale conjointe sur l'enregistrement tardif des naissances, la délivrance de titres de nationalité et l'apatridie. Le HCR a animé des formations sur la protection internationale et l'apatridie à l'intention des responsables gouvernementaux de l'Organisation des États américains et pour les pays des Caraïbes.

### *Renforcement de la coordination interorganisations, du plaidoyer et des partenariats, et mobilisation d'un appui*

Dans le cadre du plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants, le HCR dirige conjointement les secteurs régionaux de la protection, des abris et du transport humanitaire, ainsi que les groupes de travail régionaux sur les espaces de soutien, la communication, la gestion des informations et la coordination générale du plus grand plan de réponse au monde. Le plan de travail que s'efforcera d'appliquer l'Organisation dans la plateforme R4V au cours du premier semestre 2022 se caractérisera par un renforcement des capacités de coordination nationales de la plateforme R4V et l'engagement des donateurs, ainsi que par un appui accru aux gouvernements et une collaboration renforcée avec eux.

Le HCR a maintenu son rôle de catalyseur dans divers processus régionaux et mécanismes de coordination interorganisations, restant activement engagé dans la réponse des Nations Unies à travers les coalitions thématiques et la plateforme collaborative régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. L'Organisation a veillé à ce que le déplacement forcé reste parmi les thèmes majeurs de l'ordre du jour politique, humanitaire et de développement de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de l'OEA, du Système interaméricain des droits de l'homme, du MERCOSUR<sup>1</sup>, du Système d'intégration de l'Amérique centrale, de la Communauté caribéenne et des Conférences régionales sur la migration. En outre, le HCR a codirigé le groupe chargé de la protection du Réseau du fonds pour l'environnement de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ce groupe soutient activement les groupes sectoriels/secteurs de la protection au niveau national pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des aperçus des besoins humanitaires/plans de réponse humanitaire pertinents, le renforcement des capacités de gestion des informations sur la protection et la mise en œuvre cohérente du cadre analytique de protection pour des analyses de la protection solides et spécifiques au contexte.

En co-dirigeant la coalition thématique sur la mobilité humaine et la plateforme R4V, le HCR continue à promouvoir une réponse prévisible et coordonnée aux défis que pose l'augmentation des mouvements mixtes et secondaires dans la région.

Le HCR a signé un mémorandum d'accord avec la Banque interaméricaine de développement. Un plan d'action sera adopté en 2022, qui mettra l'accent sur les défis et les opportunités que représente le déplacement forcé pour le développement, et sur l'inclusion des populations déplacées dans les communautés d'accueil, en particulier des personnes vulnérables. L'Organisation continue aussi à développer sa relation avec la Banque mondiale, avec un nouveau projet visant à établir le profil de la population de déplacés internes au Honduras, financé par le Centre conjoint de données sur le déplacement de la Banque mondiale et du HCR.

Le HCR a fourni 152 millions de dollars E.-U. d'appui à 264 partenaires en 2021, dont 82 millions de dollars E.-U. à 206 organisations non gouvernementales locales et nationales. Beaucoup de progrès ont été réalisés en matière de localisation, en termes d'investissements, comme le préconise le *Grand Bargain*. Une conférence internationale des donateurs en solidarité avec les réfugiés et les migrants vénézuéliens organisée par le Canada avec l'appui du HCR, de l'OIM et de la plateforme R4V en juin 2021 a mobilisé 2,350 millions de dollars E.-U. Les contributions globales aux programmes du HCR dans les Amériques ont augmenté, passant de 385 millions de dollars E.-U. en 2020 à 431 millions de dollars E.-U. en 2021.

## C. Plans pour 2022 et information financière

En octobre 2021, le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire a approuvé un budget de 779,4 millions de dollars E.-U. pour les Amériques en 2022. Mi-janvier 2022, le budget total pour la région s'élevait à 779,6 millions de dollars E.-U. Les principaux domaines d'impact pour les budgets approuvés sont « Parvenir à des environnements de protection favorables » (249,4 millions de dollars E.-U.), « Pouvoir exercer ses droits fondamentaux dans un environnement sûr » (265,1 millions de dollars E.-U.) et « Trouver des solutions » (168,7 millions de dollars E.-U.), suivis par « Rendre les communautés autonomes et parvenir à l'égalité entre les sexes » (95,8 millions de dollars E.-U.).

Au 11 janvier 2022, les besoins opérationnels pour les Amériques étaient financés à 6 % (avec 44,3 millions de dollars E.-U.) en tenant compte de l'allocation provisoire des financements souples.

---

<sup>1</sup> Le Marché commun du Sud